

**TABLEAU SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DES
DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

PAR LE RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL



MAI 2017

Abréviations utilisées

AE	:	Avenir d'enfants
ARBJ	:	Administration régionale Baie-James
ASSS	:	Agence de santé et services sociaux
ATI	:	Approche territoriale intégrée
CISSS	:	Centre intégré de santé et services sociaux
CIUSSS	:	Centre intégré universitaire de santé et services sociaux
COSMOSS	:	Communauté Ouverte et Solidaire pour un Monde Outillé
CAR	:	Conférence administrative régionale
CRDS	:	Commission régionale sur le développement social
CRDSL	:	Conseil régional de développement social des Laurentides
CRDAT	:	Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
CRP	:	Conférence régionale des préfets
CRÉ	:	Conférence régionale des élus
CSR	:	Coopérative de service régional
DC	:	Développement des communautés
DS	:	Développement social
DSP	:	Direction de la santé publique
FARR	:	Fonds d'appui au rayonnement régions
FJRCA	:	Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches
FLAC	:	Fondation Lucie et André Chagnon
MAMOT	:	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
MEES	:	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
MELS	:	Ministères de l'Éducation du Loisir et des Sports
MTESS	:	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MRC	:	Municipalité régionale de comté
OBNL	:	Organisme à but non lucratif
PAGSIS	:	Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale
PARSIS	:	Plan d'action régional pour la solidarité et l'inclusion sociale
QEF	:	Québec en Forme
RESSORT	:	Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
RJDS	:	Réseau jamésien de développement social
TIR-SHV	:	Table intersectorielle régionale pour les saines habitudes de vie
TPDSL	:	Table des partenaires en développement social de Lanaudière
TREMCA	:	Table régionale des élus municipaux de la Chaudières-Appalaches

Tableau synthèse de l'évolution des démarches régionales de développement social

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
01 – Bas Saint-Laurent	<p>COSMOSS : Depuis 2004, concertation intersectorielle dans les 8 MRC fondée dans le but d'améliorer le parcours des jeunes de la région vivant en contexte de vulnérabilité (0-30 ans).</p> <p><u>Leadership partagé</u> : CRÉ, ASSS, Emploi-Québec, MELS.</p>		<p>Poursuite de la démarche COSMOSS. Le Collectif régional de développement (réunissant les préfets de la région) est fiduciaire mais la gouvernance de COSMOSS se maintient, sans désir d'incorporation. Une entente de partenariat 2015-2020 sur le point d'être signée (CISSS, QEF, AE et FLAC). Pas de concertation régionale en dehors du 0-30 ans.</p>		<p>Entente de partenariat régional 2015-2020 signée (QEF, AE, CISSS), permet d'appuyer les démarches locales. Les 8 territoires de MRC effectuent actuellement un exercice de planification stratégique triennale intégrée visant les jeunes à risque et en situation de pauvreté et de grandes assemblées se tiennent dans les territoires. Forte mobilisation, processus documenté.</p> <p><u>Leadership</u> : Juin 2015 : fondation du Collectif Régional de Développement (CRD), géré par un CA formé des 8 préfets. CRD est fiduciaire de la démarche COSMOSS.</p> <p><u>Enjeu</u> : Reconnaissance comme instance régionale par les ministères et possibilité de signatures d'ententes régionales (plutôt que de passer par les MRC).</p>	<p>Planifications stratégiques triennales intégrées 0-30 ans maintenant adoptées et déposées dans les 8 MRC. 202 stratégies à mettre en œuvre (44% visent les jeunes, 22% visent les intervenants, 18% visent les parents et 16% visent les gestionnaires et décideurs). Des thématiques régionales ont émergé dans tous les territoires et donnent lieu à des chantiers régionaux. COSMOSS constituera sans doute l'une des priorités régionales identifiées dans le cadre du FARR.</p>	
	<p>Concertation pour la solidarité et l'inclusion sociale : Mise en place en 2010 dans le cadre du PAGSIS, parallèlement au COSMOSS.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ</p>		<p><u>Leadership partagé</u> : COSMOSS</p>			<p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Intégrée à COSMOSS</p> <p><u>Situation financière</u> : SOLIDE ET SAINE JUSQU'EN 2022, MEES, MRC et un partenariat devrait être signé au cours de juin 2017 avec la FLAC.</p>	

¹ RQDS (octobre 2014). *Tour du Québec : Portrait des démarches régionales de développement social au Québec*, <http://communaute-rqds.ning.com/page/tour-du-qu-bec-1>

² RQDS (2012). *Outil de réflexion sur le devenir du développement social : Synthèse de l'analyse des bilans régionaux*, en ligne : <http://communaute-rqds.ning.com/profiles/blogs/bilans-regionaux-en-developpement-social>, 69 pages.

³ VERREAULT, Gédéon, Christiane LUSSIER et Denis BOURQUE (2015). *La concertation régionale en développement social au Québec à la fin de 2015 : Un état de situation réalisé par le Réseau québécois de développement social (RQDS) et la Chaire e recherche du Canada en organisation communautaire (CRCOC)*, en ligne : http://w4.uqo.ca/croc/Fichiers/cahiers/1601_La_concertation_regionale_en_developpement_social.pdf, cahier no 16-01, mars 2016, 38 pages.

⁴ Informations recueillies auprès des membres du RQDS lors de l'activité printanière des 19 et 20 mai 2016.

⁵ Informations recueillies auprès des membres du RQDS lors de l'activité printanière du 18 mai 2017.

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	<p>Concertation de 21 comités sectoriels animés par la CRÉ. L'arrivée des Alliances pour la solidarité a favorisé un dialogue entre les milieux et les élus en plus de permettre d'amorcer un arrimage entre les acteurs et le développement d'une vision commune.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ</p>		<p>Les préfets se sont dotés d'un nouvel organisme de concertation, la Conférence régionale des préfets (CRP). La reconnaissance de cette instance, ainsi que le développement de sa vision stratégique sont en cours. Le CRP a accepté de déposer un projet régional à la FLAC. L'un des objectifs ayant motivé cette décision est de maintenir la mobilisation des milieux et de dégager un portrait à jour de la situation régionale au niveau du développement social. De plus, ce portrait permettra d'avoir des bases solides pour un plan d'action régional qui pourra guider et accompagner les MRC dans le choix des initiatives à soutenir.</p> <p><u>Leadership</u> : Élus municipaux</p>		<p>Projet régional en DS déposé à la FLAC, avec le financement complémentaire des MRC, dont principalement celle du Lac Saint-Jean. Première phase de travaux à venir : dresser un portrait des démarches actuelles en développement des communautés pour en dégager des enjeux similaires communs. L'objectif est de planifier et de faciliter les arrimages.</p> <p><u>Leadership</u> : La démarche est portée par une employée de la Table des préfets, administrée par les élus.</p> <p><u>Enjeu</u> : Expliquer le DS aux élus.</p>		<p>Le soutien financier octroyé par la FLAC a permis de dresser un portrait de la situation actuelle dans le contexte de l'abolition de plusieurs organisations, d'analyser les planifications sectorielles présentes sur le territoire et d'essayer d'en dégager des enjeux qui pourraient conduire à la réalisation d'un plan d'action. Sans avoir réussi à produire ce plan d'action, trois grandes préoccupations reliées au DC et au DS ont été identifiées. Pour le moment, il n'y a aucune reconnaissance de la démarche en DS par la Conférence régionale des préfets et il y a peu d'espoir que la situation change. Démarche en DS terminée.</p> <p>Parallèlement à cela, un projet pilote de Région éducative, qui se veut une approche globale visant le développement du plein potentiel de l'individu dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, est coordonné par la même ressource qui avait eu le mandat de la FLAC et largement financé par les MRC et le Ministère de l'éducation. Dans ce concept, une large place est réservée au DS et un maillage entre les préoccupations issues du portrait réalisé en DS et les objectifs du projet pilote est entrevu.</p> <p><u>Leadership</u> : Élus municipaux, fiduciaire : Collège de Jonquière</p> <p><u>Région éducative</u> : Objectif visé par le projet pilote qui pourrait englober plus largement le DS.</p> <p><u>Situation financière</u> : SOLIDE EN 2017-2018 pour le projet pilote qui amorce son déploiement avec le soutien financier des MRC et du MEES.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
							Autre configuration (4 démarches)	
03 – Capitale-Nationale	<p>Table régionale de concertation en développement social : Fondé en 2005. 3 chantiers en cours : lutte contre la pauvreté (PARSIS), conciliation travail-famille et développement des enfants à la maternelle et 5 comités locaux ayant une approche territoriale intégrée (ATI).</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ</p>		<p>Fin du soutien financier aux comités locaux ATI, mais désir de certains milieux de se réorganiser. Une nouvelle Table régionale sans structure administrative a été créée (Forum régional des élus). Ville de Québec : assume un leadership pour arrimer les soutiens aux concertations locales avec la création de son Bureau du développement communautaire et social. La Ville, QEF, AE, DSP et Centraide travaillent à la mise en place d'un lieu d'arrimage.</p> <p><u>Leadership</u> : Élus municipaux</p>		<p>Avec l'abolition de la CRÉ, certaines concertations sont tombées mais d'autres, plus organisées, ont poursuivi leurs travaux. 5 agents ATI demeurent sur le territoire, 7 autres comités sectoriels sont encore en place. Création d'un comité de partenaires régionaux (CIUSSS, DSP, Ville, Centraide, AE, QEF) : tentative de développer une vision commune et globale de la situation sur le territoire, d'arrimer les financements, etc.</p> <p>Parallèlement, Charlevoix et Charlevoix-Est se sont dotés d'une planification stratégique en DS, développent un système de collaboration efficace visant à mettre à contribution l'expertise pour soutenir les élus.</p> <p><u>Leadership</u> : Comité de partenaires régionaux (CIUSSS, DSP, Ville, Centraide, AE, QEF)</p> <p><u>Enjeu</u> : La Ville de Québec a sa propre vision du DS et souhaite assumer un leadership en la matière sur son territoire en collaboration avec les principaux partenaires.</p>		<p>Mise sur pied du Réseau de développement des communautés (RDC) de la Capitale-Nationale en juin 2016. Le RDC regroupe une dizaine de démarches en DC dans la région et travaille à mettre en œuvre une réflexion régionale avec les principaux partenaires du DC (Centraide, DSP, Ville de Québec et MRC, FLAC, AE, QEF) autour de la reconnaissance et du soutien au DC.</p> <p>Le RDC a effectué une caractérisation des différentes démarches et a pu dégager les principes communs. Une dynamique de partage et de soutien entre les démarches a été établie, ainsi que des actions visant la reconnaissance auprès des élus municipaux. Tous les partenaires régionaux ont été rencontrés de façon individuelle et ont accepté de participer à une rencontre collective à l'automne visant à explorer des façons de pérenniser et soutenir le DC dans la région.</p> <p><u>Leadership</u> : Partagé avec les partenaires régionaux du DC, collaboration à opérationnaliser avec les MRC et la Ville de Québec.</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Aucun lien avec la Table régionale pour le moment, mais le RDC a participé aux consultations gouvernementales sur ce thème.</p> <p><u>Situation financière</u> : PRÉCAIRE AU-DELÀ DU 31 OCTOBRE 2017, attente du FARR et autres avenues explorées.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)	
04 – Mauricie	<p>Consortium en développement social de la Mauricie : Depuis 2000, réunit les 7 représentants locaux et des partenaires régionaux dans une démarche visant le développement social des communautés, l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.</p> <p><u>Leadership partagé : Comité de gestion, 5 partenaires (CRÉ, ASSS, Emploi-Québec, Centraide et MAMOT). Gestion administrative assurée par la CRÉ.</u></p>		<p>Centraide est fiduciaire du surplus de la précédente entente en DS et héberge la permanence. Une entente sectorielle en DS 2016-2017 sera signée par Centraide, CIUSSS, élus des 6 MRC, Fondation Chagnon.</p> <p><u>Leadership : Centraide (fiduciaire) et quelques autres partenaires, en construction</u></p>		N/D	<p>L'entente de transition du Consortium en DS devait se terminer au 31 mars 2017 mais a pu être prolongée au 30 septembre 2017. Cette entente était financée par les partenaires régionaux (CIUSSS, Centraide, EQ et la FLAC) de même que par les villes/MRC, leur contribution provenant du résiduel de la dernière entente avec la CRÉ. Actuellement, des travaux sont en cours en vue de pérenniser cette entente : certains partenaires ont manifesté l'intérêt de poursuivre le soutien (CIUSSS, Centraide, EQ). L'objectif est de renouveler une entente triennale 2017-2020, mais des incertitudes demeurent au plan des MRC (les priorités du FARR n'étant pas encore adoptées) et du prochain Plan de lutte contre la pauvreté.</p> <p>Nouveauté : Le budget de l'entente actuelle est scindé en deux, la moitié allant à la concertation régionale (RH, soutien, animation de milieu) et l'autre portion pour financer directement des actions dans les territoires de MRC. Les retombées de cette manière de faire sont à évaluer.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Réussite éducative</u> : N/D</p> <p><u>Situation financière</u> : PRÉCAIRE AU-DELÀ DU 30 SEPTEMBRE 2017, en réflexion/réorganisation.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
05 – Estrie	<p>Observatoire estrien du développement des communautés (OEDC) : OBNL fondé en 2006 dont la mission est de créer une synergie entre les acteurs qui œuvrent au développement des communautés sur le plan local, régional et national, afin de développer et de promouvoir les pratiques en ce domaine.</p> <p><u>Leadership partagé : Structure autonome, géré par son CA formé de représentants des MRC et de collègues électoraux</u></p>		<p>Désir de mettre en place une démarche régionale de DS/DC porté par le Comité de l'Alliance. Celui-ci est présentement en action pour se faire reconnaître comme tel. Processus en cours.</p> <p><u>Leadership : Partagé entre l'ensemble des membres du comité de l'Alliance</u></p>		<p>Diverses démarches régionales thématiques (réussite éducative, AE, QEF, Alliance, OEDC) poursuivent leur réflexion vers une démarche régionale intégrée en DS. Une demande a été déposée à la FLAC et a permis l'embauche d'une firme externe pour accompagner le processus. Une vaste consultation aura lieu cet été et structuration et arrimages s'en suivront. Mobilisation très positive.</p> <p><u>Leadership</u> : Partagé entre divers acteurs DS régionaux.</p> <p><u>Enjeu</u> : Créer une démarche régionale intersectorielle incluant tous les acteurs et respectant les mobilisations locales « avancées » et ce, avec un financement minimal.</p>		En réflexion/réorganisation	
	<p>Comité de soutien régional de l'Alliance estrienne pour la solidarité et l'inclusion sociale : Depuis 2010, dans le cadre du PARSIS.</p> <p><u>Leadership : CRÉ</u></p>							

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)	
06 – Île de Montréal	<p>Dizaines d'instances de concertation sectorielles et intersectorielles, 12 démarches officielles de RUI. Au niveau local, 30 tables locales de concertation intersectorielles et multi-réseaux. Au niveau régional, structure plus morcelée :</p> <p>CRÉ : Gestion des ententes ministérielles</p> <p>Forum régional sur le développement social de l'Île de Montréal (FRDSIM) : Instance de concertation intersectorielle en DS, anciennement sous l'égide de la CRÉ, devient autonome en 2012.</p> <p>La Coalition montréalaise des tables de quartier : Regroupe les 30 tables de quartier de Montréal, joue également un rôle en DS intersectoriel régional.</p> <p><u>Leadership au niveau régional : Partagé entre plusieurs acteurs organisés en différentes structures indépendantes de la CRÉ</u></p>		<p>La CRÉ ne finançait pas les concertations locales, qui se poursuivent. De même, au palier régional, le Forum pouvait déjà compter sur des soutiens autres que celui de la CRÉ (Ville, DSP et Centraide).</p> <p><u>Leadership : Inchangé</u></p> <p>D'autres défis ou enjeux à venir sont à surveiller :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'impact du nouveau statut de métropole sur le DS; Concertation Montréal : création d'une nouvelle organisation réunissant élus et société civile, a succédé à la CRÉ. Positionnement à suivre. Centraide du Grand Montréal a annoncé une nouvelle initiative de soutien au DC, nommée PIC pour Projet impact collectif (réunissant 6 fondations). 		<p>Juin 2015 : Biennale sur le développement social de Montréal puis, février 2016, rencontre des 45 membres du Forum. Mise sur pied de 3 comités de travail (qui porteront des plans d'action concrets) pour la mise en œuvre de la stratégie globale :</p> <ol style="list-style-type: none"> Documenter le DS Communiquer le DS Mettre en place une politique en développement social à Montréal (à l'initiative des élus) <p>Une fois la politique DS terminée, suivra une période de consultation publique.</p> <p><u>Leadership : Inchangé</u></p> <p><u>Enjeu</u> : Multitude d'acteurs, défis de partenariats et d'arrimages sont observés. Aussi, des questions se posent quant à l'équilibre entre les instances de DS à Montréal. Candidature de la Ville au statut de métropole : encore à surveiller.</p>	<p>Continuité des activités du Forum régional sur le DS de l'Île de Montréal (FRDSIM), gouvernance efficiente, CA indépendant et plus de 40 membres se réunissant en AGA sur une base régulière.</p> <p>Juin 2017 : La Biennale sur le DS à Montréal aura lieu. Les recommandations seront portées auprès de la Ville en vue d'être intégrées au plan d'action de la future politique municipale en DS et d'être discutées lors de la campagne électorale municipale à venir en 2017.</p> <p><u>Leadership</u>: Inchangé, membres du CA disponible en ligne</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Réseau Réussite Montréal fait partie des membres du Forum, rapprochements envisagés.</p> <p><u>Situation financière</u> : À CONSOLIDER, financement assuré de la DSP, de la Ville, de la FLAC et de Centraide. Une baisse du soutien financier nécessite une recherche de nouveaux partenaires financiers (en cours).</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
07 – Outaouais	<p>Commission régionale Développement social et santé : A été précédée par la Table régionale de développement social créée en 2000. Depuis 2005, la commission est formée de 20 membres multisectoriels, Objectif : Accroître la vitalité des communautés par l'amélioration de la santé et le mieux-être de la population.</p> <p><u>Leadership : CRÉ</u></p>		<p>Projet de création de la Table en développement social et en soutien au développement des communautés de l'Outaouais dont l'objectif général serait de : « rassembler les forces vives de l'Outaouais œuvrant en DS afin de créer une concertation permettant l'optimisation des actions locales, territoriales et régionales dans une perspective de réduction des inégalités sociales, de développement durable et de développement des communautés. » Un vaste Forum devrait avoir lieu en mars 2016 et d'autres actions se poursuivent.</p> <p><u>Leadership : Centraide (fiduciaire) et quelques autres partenaires</u></p>		<p>Le Rassemblement pour le développement social en Outaouais a réuni plus de 213 participants issus de 133 organisations à travers la région. Une tournée des territoires a aussi eu lieu dans l'objectif d'impliquer davantage les milieux ruraux dans la démarche. Les rencontres de travail se poursuivent pour développer une vision partagée du développement de la région et rassemblent les acteurs clés du DS.</p> <p><u>Leadership : Inchangé</u></p> <p><u>Enjeu :</u> Difficulté d'arrimer une multitude d'acteurs et de points de vue, l'adoption d'un mécanisme de collaboration est encore à faire pour arrimer les visions.</p>		<p>Le Rassemblement pour le développement social en Outaouais (RDSO) poursuit sa mission de rassembler les acteurs œuvrant au DS de l'Outaouais dans le but de favoriser l'action collective sur des enjeux communs, malgré des difficultés de mobilisation, notamment auprès d'élus.</p> <p>Une Table des préfets informelle jusqu'aux élections municipales agit dans l'identification des priorités régionales et a consulté à géométrie variable les concertations locales et régionales. Le Rassemblement et cette instance en devenir n'ont pas formalisé de liens à ce jour mais c'est le souhait des partenaires. Processus de sensibilisation des élus en cours par territoire. Les tables locales souhaitent travailler ensemble à l'adaptation ou la création d'ancrages locaux en lien avec certains enjeux, notamment la réussite éducative et l'accès au logement.</p> <p><u>Leadership :</u> Instances locales, CISSS-DSP, Ville de Gatineau, UQO, et Centraide Outaouais (fiduciaire)</p> <p><u>Réussite éducative :</u> Approches régionales non intégrées mais rapprochement en cours avec le RDSO et la Table éducation Outaouais. Stratégies à élaborer dès septembre 2017.</p> <p><u>Situation financière :</u> PRÉCAIRE AU-DELÀ DE JANVIER-MARS 2018. Autres pistes explorées mais encore incertaines : FARR, EQ et la FLAC, qui a invité le RDSO à une année de dialogue.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
							Autre configuration (4 démarches)	
08 – Abitibi-Témiscamingue	Alliance régionale pour la solidarité et l'inclusion sociale de l'Abitibi-Témiscamingue : Concertation intersectorielle mise en place dans le cadre du PAGESIS, organisé en 5 comités selon les 5 orientations de DS. Démarche intersectorielle et interterritoriale. <u>Leadership</u> : Comité régional de gestion présidé par un élu de la CRÉ		Aucune poursuite de l'activité de ce comité. 3 autres initiatives ont émergé, intention : formaliser la concertation régionale en DS : 1. La DSP a créé une communauté de pratique sur le DS, CommunAT, a offert de contribuer à mettre en place une instance régionale en DS et d'en faire partie. <u>Leadership</u> : CIUSSS 2. Mobilisation citoyenne ayant mené à la remise en place du Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT) dont le plan 2014-2019 inclut le DS <u>Leadership</u> : Groupe des 10 3. Les préfets se sont dotés d'un nouvel organisme de concertation, Conférence des préfets. Proposition d'un comité aviseur incluant 5 représentants de la société civile. <u>Leadership</u> : Élus municipaux		Stagnation des démarches de concertation au niveau régional. Suivi des démarches initiées : 1. La DSP rassemble 12 acteurs à réfléchir à l'importance de mettre en place un espace de concertation régionale et intégrée en DS : poursuite des travaux, organisent une demande à la FLAC et trouver un mécanisme de mise en place qui intègre les regroupements territoriaux bien implantés dans les MRC (Alliances, AE, QEF). 2. CRDAT : Se positionnent tranquillement, CA en place, dualité observée avec la Conférence des préfets. Déficit de reconnaissance. 3. Conférence des préfets : pas encore bien structurée, peu de communication pour le moment. Possibilités limitées de créer des dialogues avec la Conférence des préfets. <u>Leadership</u> : Inchangé <u>Enjeu</u> : Arrimage des démarches, légitimité et aval des élus	Une démarche de concertation régionale en DS est financée par la FLAC en 2017. Mise en place d'un comité de coordination et embauche d'un chargé de projet : actualisation du portrait du domaine social, identification et adoption d'un mode de concertation en DS pour la région et actualisation des priorités régionales en DS prévus pour novembre 2017. Coordination : DSP, gestion financière : Conférence des préfets. Défi : reconnaissance du DS comme priorité régionale par les élus, rejoindre les milieux autochtones. Le réseautage de 165 intervenants, de diverses organisations et secteurs d'activité, liés au développement des communautés dans une communauté de pratique, nommée CommunAT, apporte une interaction et une capacité de mobilisation importante sur des dossiers, des thèmes ou des problématiques partagés. Un phénomène de partage de préoccupations, de lectures et d'intérêts intersectoriels est à se créer par cette communauté de pratique qui sera un acteur incontournable dans le réseautage des acteurs sociaux du territoire. Plusieurs organismes sociaux participent à un chantier de travail sur l'implantation de l'évaluation participative adaptée aux organisations sociales dont l'impact principal serait de soutenir la gestion du changement dans les organisations. Aucun lien formel entre cette démarche et le CRDAT. <u>Leadership</u> : Inchangé <u>Réussite éducative</u> : Non intégrée à la démarche pour le moment, mais reconnue comme priorité par les élus. <u>Situation financière</u> : PRÉCAIRE AU-DELÀ DU 31 DÉCEMBRE 2017 , soutien unique de la FLAC se terminant en janvier 2018.		

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)	
09 – Côte-Nord	<p>Table des partenaires du PARSIS : Concertation intersectorielle mise en œuvre en 2012 dans le cadre du PARSIS ayant pour objectif d'alimenter et conseiller la CRÉ et assurer le suivi du PARSIS. Avait été précédée par le Réseau des partenaires du développement social, depuis 2004, aussi animé par une entente CRÉ-DSP.</p> <p><u>Leadership : CRÉ</u></p>		<p>Objectif d'un groupe de la société civile de mettre en place une organisation autonome et indépendante vouée au DC porté par quelques partenaires. Projet embryonnaire à développer.</p> <p><u>Leadership : Forum Jeunesse</u></p>		N/D	En réflexion/réorganisation	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
10 – Nord du Québec	<p>Réseau jamésien de développement social (RJDS) : Issu du Comité régional de développement social de la Baie-James mis en place en 1999. Table régionale intersectorielle en développement social appuyée par le CRD, la CRÉ puis l'Administration régionale Baie-James (ARBJ).</p> <p><u>Leadership : OBNL autonome, CA indépendant.</u></p>		<p>Retrait du financement de l'ARBJ en 2015. Fin de la permanence au RJDS, présidence et coordination assumée par le Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie James (CRSSS, équivalent de la DSP), défi de reconnaissance du DS et de l'autonomie du RJDS. Les orientations de l'ARBJ sont en redéfinition tout comme les structures de concertation régionales. Discussions en cours avec la Fondation Chagnon pour un plan d'action annuel et avec l'IRC pour une éventuelle fusion de leurs modes de gouvernance.</p> <p><u>Leadership : CRSSS</u></p>		<p>Le RJDS est en phase de restructuration de sa concertation et de questionnement sur ses priorités d'action. Soutenu financièrement par la FLAC, par la firme Niska dans cet exercice au cours de la prochaine année. L'issue de cette démarche nous mènera entre autres à la proposition d'un modèle de concertation plus intégrateur et mieux adapté aux réalités régionales.</p> <p><u>Leadership : Inchangé</u></p> <p><u>Enjeu :</u> Engagement des élus envers le DS, mobilisation des partenaires</p>		<p>Depuis juin 2016, le Réseau jamésien de développement social et ses partenaires régionaux ont entrepris une démarche de réflexion sur la concertation régionale (accompagnés par Niska). Réflexion sur les arrangements possibles entre les différentes instances et leur mise en œuvre en vue d'améliorer la cohésion et le pouvoir d'action collectif sur les grands déterminants du développement social. La démarche va bon train et a mené à l'élaboration d'un modèle de concertation régionale renouvelée qui fait actuellement l'objet d'une consultation auprès des instances de concertation locales et régionales.</p> <p>En mai 2017, le RJDS rencontrera les institutions régionales (Administration régionale Baie-James, EQ et MAMOT), afin de valider leur adhésion au modèle proposé et de discuter des possibilités qui s'offrent à la concertation relativement à sa reconnaissance en tant que démarche en développement social à l'échelle régionale, ainsi qu'aux possibilités de financement, notamment par le biais du FARR.</p> <p><u>Leadership : Inchangé</u></p> <p><u>Réussite éducative :</u> Démarche régionale en persévérance scolaire intégrée (Groupe Neurones) au comité de pilotage de la restructuration en DS.</p> <p><u>Situation financière :</u> PRÉCAIRE AU-DELÀ DE L'AUTOMNE 2017, financement de la FLAC supportant uniquement le consultant externe et prenant fin à l'automne 2017. Coordination assurée par le CRSSS (DSP Baie-James). Autres appuis financiers recherchés.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)	
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	<p>Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (RESSORT) : Instance régionale en DS, fondée à l'issue du Forum régional sur l'inclusion et la solidarité tenu en 2010, à l'initiative des partenaires locaux et régionaux œuvrant en développement social et territorial. Cause rassembleuse: la lutte contre la pauvreté en GÎM. Mission du RESSORT: Soutenir la mobilisation et accompagner les territoires dans la prise en charge de leur DS selon les principes de concertation, développement du pouvoir d'agir et participation citoyenne. Approche privilégiée : ATI.</p> <p><u>Leadership partagé : RESSORT (Conseil des partenaires transitoire formé de 14 représentants régionaux et locaux (MRC))</u></p> <p>Approche ATI. <u>Leadership partagé : RESSORT (Conseil des partenaires transitoires formé de 14 représentants)</u></p>		<p>Une MRC devient le nouveau fiduciaire du RESSORT. L'arrimage avec les mobilisations et instances de persévérance scolaire est l'un des autres défis qui pourraient déterminer les orientations futures du RESSORT.</p> <p><u>Leadership : RESSORT</u></p>		<p>Mai 2016 : Forum-Assemblée du RESSORT : 115 partenaires du DS se sont réunis, forte mobilisation et engagement au sein du RESSORT et des mobilisations intersectorielles locales. Aussi, rapprochements observés avec les élus et les MRC avec, notamment, le dépôt d'un mémoire conjoint au MTESS réclamant une nouvelle entente régionale en matière d'inclusion et de lutte à la pauvreté.</p> <p><u>Leadership</u> : Un siège a été ajouté au Conseil des partenaires du RESSORT pour la Table des préfets élargie.</p> <p><u>Enjeu</u> : Communication (vaste territoire) et documentation des actions menées par les praticiens sur les territoires.</p>	<p>Forte mobilisation des partenaires du RESSORT et réelle volonté des différentes instances régionales pour le consolider au plan financier. Nouveau fiduciaire depuis le 31 mars 2017 : Committee for anglophone social action (CASA). Étroite collaboration avec la DSP et la TIR-SHV, en négociation pour du financement dans le plan d'action 2017-2019.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Partenariat avec Complice, l'instance régionale en persévérance scolaire, à plusieurs niveaux, dont l'analyse des plans d'actions concertées en développement social des territoires de MRC et démarche de dialogue avec la FLAC.</p> <p><u>Situation financière</u> : EN VOIE DE CONSOLIDATION, entente signée de 50 000 \$ annuellement sur trois ans avec AE et soldes reportés des années précédentes (MTESS et ASSS). Financement de la FLAC terminé, incertitude pour le FARR, poursuite des recherches de sources de financement.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
12 – Chaudière-Appalaches	<p>Commission régionale sur le développement social (CRDS) : Issue du Groupe-conseil Développement social et communautaire, fondé en 2000, le CRDS est mis en place en 2011. Concertation intersectorielle régionale.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ.</p>		<p>Un noyau de partenaires continue de se rencontrer, sans l'assistance technique de la CRÉ. Plusieurs partenaires ont déposé des lettres officielles confirmant leur volonté de poursuivre une collaboration à une démarche régionale de DS, réflexions en cours sur la mission, la vision, les priorités et les collaborations avec la nouvelle Table régionale des préfets.</p> <p><u>Leadership</u> : Forum Jeunesse</p>		<p>Alliance des partenaires en développement social de la Chaudière-Appalaches, nouveau nom donné au comité. Les rencontres se poursuivent ainsi que les travaux de structuration de l'instance (mission, vision, valeurs, suivi du plan d'action, etc.). Financement de la FLAC jusqu'en juin 2017 (coordination, animation, accompagnement de la réflexion et transition vers la démarche régionale).</p> <p><u>Leadership</u> : Co-animation entre le FJRCA et le CISSS</p> <p><u>Enjeu</u> : Maintenir un lien avec les élus (qui ont mis en place la Table régionale des élus municipaux de la Chaudières-Appalaches (TREMCA) et poursuivre les collaborations avec les partenaires de développement social.</p>		<p>L' Alliance des partenaires en développement social poursuit ses travaux : la mobilisation des partenaires demeure très forte et le membership a augmenté (maintenant 30 membres et 28 membres collaborateurs). Le nouveau modèle de partenariat régional a été défini. Adoption des valeurs et de la mission officielle. L'objectif visé est la reconnaissance de l'Alliance comme un lieu privilégié pour assurer la cohésion des actions en développement social d'ici 2020.</p> <p>Constats des assises d'avril 2017 : le DS est fragilisé mais il y a encore un fort désir de tous les partenaires de poursuivre les actions de cohésion. La sensibilisation des élus demeure un enjeu.</p> <p><u>Leadership</u> : Transfert du FJRCA (jusqu'au 30 juin) au CISSS; par la suite avec un comité de cohésion collective (composé du FJRCA, CISSS, Inter-CDC, GRAP-CA, Réseau groupe de femmes, Centraide). Ce comité assurera la coordination avec l'appui d'une ressource (agent de liaison) du CISSS.</p> <p><u>Réussite éducative</u> : L'IRC est un membre partenaire de l'Alliance.</p> <p><u>Situation financière</u> : PRÉCAIRE AU-DELÀ DU 30 JUIN 2017, le financement de la FLAC prenant fin le 30 juin 2017. Les membres de l'Alliance ne connaissent pas les détails à venir à propos du FARR.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
13 – Laval	<p>Plusieurs concertations sectorielles régionales : Absence d'une démarche régionale intégrée. Gestion du DS assumé par la CRÉ en fonction des ententes en vigueur. Multiples comités d'intervention thématique en DS ont ainsi été mis sur pied. Ils rassemblaient une diversité d'acteurs régionaux des milieux gouvernementaux, santé, éducation, jeunesse, etc.</p> <p><u>Leadership : CRÉ</u></p>		<p>Laval est une ville, une MRC et une région : le défi de la reconnaissance de l'action régionale est donc absent. Les nouveaux élus de la Ville de Laval démontrent un leadership important en DS, avec la création de leur Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social et par une planification stratégique incluant les enjeux de DS. Dès le mois de septembre, la ville de Laval et le CISSS ont confirmé leur désir d'unir leur organisation pour élaborer un processus dont l'aboutissement serait une Politique régionale en développement social. L'Institut de national en santé publique s'associe à ce projet en déléguant une personne ressource de ce réseau. Un comité de coordination a été mis en place afin de préparer la réflexion et présenter les diverses options qui s'offrent pour établir le cadre de référence (définition, valeurs, principes, consultations...) qui supportera la démarche d'écriture. Des démarches sont en cours le développement d'une concertation multisectorielle visant la réalisation d'une politique de DS. Démarches en cours.</p> <p><u>Leadership partagé : Ville et CISSS</u></p>		<p>Depuis le début de l'année les travaux continuent d'avancer. Une rencontre de lancement du processus d'élaboration de la PRDS a été réalisée le 5 mai devant une centaine de personnes. Un comité de pilotage a été formé avec 32 représentants de la communauté dont 9 proviennent du milieu communautaire élus par collèges électoraux et 3 autres ont été choisis pour mode de cooptation. Le comité de coordination continue ses travaux tandis que le comité de pilotage s'est réuni le pour la première fois le 25 mai pour accepter le cadre de référence et choisir les membres cooptés.</p>		<p>La Politique régionale en développement social (PRDS) a été lancée le 12 juin 2017. Elle est le résultat des travaux d'un comité de pilotage rassemblant la Ville de Laval, le CISSS et 26 partenaires communautaires et institutionnels issus de collèges électoraux, qui se sont tenus auprès d'une quarantaine de lieux de concertation. En ce qui concerne le soutien financier, les appels de projets du gouvernement provincial ne favorisent certainement pas la concertation régionale et, par le fait même, n'invitent pas les bailleurs de fonds potentiels à unir leurs ressources. La priorité est l'adhésion de l'ensemble des organismes à la vision, aux valeurs et aux orientations de la PRDS afin de lui donner toute sa force de déploiement.</p> <p>En termes de défi principal, la démonstration que Laval n'est pas homogène, mais bien hétérogène au niveau de la vitalité de certains de ses quartiers demeure encore à démontrer auprès de certains ministères afin que les ressources accordées aux ententes soient bel et bien le reflet de la réalité.</p> <p><u>Leadership</u> : Des enjeux au niveau du modèle de la gouvernance de la PRDS pointent à l'horizon. Le défi du partage décisionnel demeure entier entre le milieu institutionnel et communautaire.</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Les deux CS du territoire et la Table Interordre de l'éducation (persévérance et réussite scolaire) ont participé à l'élaboration de la PRDS</p> <p><u>Situation financière</u> : EN CONSOLIDATION. Des discussions stratégiques sont présentement en cours avec certains bailleurs de fonds potentiels afin d'appuyer les actions qui seront priorisées dans le plan d'action quinquennal.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
							Autre configuration (4 démarches)	
14 – Lanaudière	<p>Table des partenaires en développement social de Lanaudière (TPDSL): Fondée en 1999, rassemble une cinquantaine de partenaires régionaux multisectoriels ainsi que des comités locaux de développement social.</p> <p><u>Leadership : OBNL autonome géré par un CA indépendant</u></p>		<p>Perte d'un partenaire financier d'importance avec la fin de l'entente avec la CRÉ mais maintien d'autres sources de financement. Cette instabilité a engendré une diminution du personnel. Par ailleurs, un Groupe de 15 organisations régionales, dont la TPDSL, a travaillé une proposition destinée à sensibiliser les préfets au maintien d'une gouvernance régionale intégrant les acteurs socioéconomiques. Le groupe des 15 est à la préparation d'un forum régional en janvier 2016.</p> <p><u>Leadership de la gouvernance régionale : Table des préfets pour le développement régional</u></p> <p><u>Leadership en développement social : TPDSL</u></p>		<p>TPDSL opérationnelle et soutenue par 4 partenaires : Centraide Lanaudière, CISSSL, la table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie et la FLAC. Deux ressources et demie aiment la concertation régionale en sécurité alimentaire et le mécanisme d'arrimage qui réunit les IRC en réussite éducative, saines habitudes de vie et développement des jeunes enfants et qui soutiennent les comités locaux de DS dans les 6 MRC. Ceux-ci sont toujours opérationnels bien que non financés et portés par l'ensemble des acteurs.</p> <p>Quant au Groupe des 15, un forum régional sur la concertation a réuni 200 acteurs le 29 janvier dernier. Les organisations socioéconomiques locales et régionales ont réaffirmé leur désir de maintenir une concertation régionale. La Table des préfets a identifié son modèle de gouvernance qui inclut 3 représentants du socioéconomique. Le groupe des 15 souhaiterait qu'il y en ait 4, représentant les 4 dimensions du développement durable : économique, culturel, social et environnemental.</p> <p><u>Leadership : Inchangé</u></p> <p><u>Enjeu :</u> Reconnaissance officielle du Groupe des 15 par la Table des préfets. Reconnaissance de la Table des partenaires en DS comme pilier dans la dimension du développement social.</p>		<p>La TPDSL a mené une consultation auprès d'une centaine d'organisations différentes sur sa mission, ses rôles et mandats, la composition du CA, son fonctionnement et ses opportunités de financement. Les actions privilégiées s'enlignent vers la sécurité alimentaire, l'arrimage des travaux des différents acteurs en développement social dans le but de définir une vision commune du développement social, l'accompagnement des comités locaux de développement social et la participation citoyenne.</p> <p>La TPDSL a une fois de plus réduit son personnel.</p> <p>La TPDSL est toujours membre du G14 (anciennement G15) et représente la dimension sociale du développement durable. 3 représentants du G14 siègent au comité technique de la Table des préfets et la coordonnatrice de cette Table participe au G15 en tant qu'observatrice.</p> <p><u>Leadership de la gouvernance régionale : Table des préfets</u></p> <p><u>Leadership en développement social : TPDSL, appuyée lors de sa consultation</u></p> <p><u>Liens avec la Réussite éducative :</u> Liens étroits et historiques entre la TPDSL le CRÉVALE, l'instance de réussite éducative.</p> <p>Situation financière : EN VOIE DE CONSOLIDATION 3 bailleurs de fonds: CISSS Lanaudière, TIR-SHV et FLAC. Début de négociation pour définir une entente sectorielle de trois ans (2017-2020).</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)	
15 – Laurentides	<p>Conseil régional de développement social des Laurentides (CRDSL) : Fondé en 2004, concertation multisectorielle et multiterritoriale menant le développement de projets régionaux. La présence de tables territoriales locales matures est une force pour la région.</p> <p><u>Leadership</u> : OBNL autonome géré par un CA indépendant</p>		<p>Le CRDSL ayant été financé jusqu'en 2015 par la CRÉ et le CISSS, une recherche de financement a été amorcée. Les rencontres avec les préfets a permis de joindre leur financement à celui du CISSS, de la DSP, de Centraide. Il y a une volonté d'arrimage avec l'IRC en réussite éducative.</p> <p><u>Leadership</u> : CRDSL, OBNL autonome, géré par un CA indépendant</p>		<p>Intégration du secteur de la réussite éducative au sein de la démarche régionale en DS. Dépôt imminent de demande de financement à la FLAC, en attente du cadre de référence. Un mémoire concerté entre les 8 MRC a été déposé au MTESS</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Enjeu</u> : Établir un canal de discussion avec la Table des préfets, développer un interlocuteur pour la région.</p>	<p>Le Conseil régional de développement social est reconnu depuis longtemps comme acteur régional. À la demande de la DSP, une vaste démarche consultative auprès des membres a été entreprise en vue d'une planification stratégique 2017-2020. Par ailleurs, une démarche exploratoire de rassemblement des OBNL régionaux anciennement soutenus financièrement par la CRÉ a été initiée afin de préserver la concertation régionale.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Inchangé</p> <p><u>Situation financière</u> : PRÉCAIRE AU-DELÀ DE MARS 2018, financement transitoire de la FLAC terminé en octobre 2016; pour l'année en cours, la DSP et 4 MRC permettent d'opérer avec un niveau d'activités réduit afin d'allonger la durée de vie du CRDSL. En recherche de financement pour les années à venir : FARR, Plan de lutte à la pauvreté.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
16- Montérégie Est	<p>Le DS à la CRÉ de la Montérégie-Est : Mise en œuvre du Plan quinquennal de développement durable (PQDD) 2013-2018 par l'équipe de la CRÉ et leurs divers comités régionaux de concertation (CRC) qui agissaient à des niveaux sectoriels.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ</p>		<p>Pour le moment, on ne prévoit pas la mise en place d'une concertation régionale réunissant les préfets, avec ou sans société civile. La Coopérative de développement régional de la Montérégie a développé un projet visant à mettre en place une démarche régionale de DS. Il est prévu qu'une Coopérative de solidarité régionale soit mise en place d'ici le mois de juin 2016 et permette de soutenir les activités de concertations régionales. Elle sera également une entreprise collective fournisseur sur une base volontaire de services d'accompagnement sur mesure en appui aux actions entre autres en DS sur le terrain. Le défi du positionnement auprès des acteurs du milieu et des MRC demeure.</p> <p><u>Leadership</u> : CSR (coopérative de solidarité régionale)</p>		<p>La création et le développement de la Coopérative de service régional (CSR) de la Montérégie suit son cours (assemblée générale prévue le 26 mai 2016 reportée à l'automne 2016 pour des raisons techniques). Désir de développer un plan d'action en DS et de présenter une demande de financement à la FLAC.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Enjeu</u> : L'état du DS est très variable entre les 9 MRC du territoire (de inexistant à très dynamique). Certains acteurs expriment des craintes à l'idée de voir renaître une forme de CRÉ face à la création d'une instance régionale. Incertitude au plan du territoire (1 ou 3 territoires reconnus en Montérégie?)</p>		En réflexion/réorganisation	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
16 – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	<p>Commission de développement social, Égalité des chances et Cohésion territoriale : Fondé en 2008, a pour mission de favoriser le partenariat intersectoriel et territorial afin de conseiller et d'orienter la CRÉ en termes de priorités en développement social et en développement des communautés. Elle a également pour mission de planifier et de soutenir les actions qui en découlent.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ, la commission rassemble 19 membres intersectoriels et interterritoriaux.</p>		<p>L'ATI au niveau local ainsi que l'intégration déjà effective de plusieurs dossiers en DS, dont la réussite éducative, sont des conditions gagnantes pour les territoires. Des pourparlers sont en cours pour la mise en place d'une concertation régionale intégrée en DS et réussite éducative. La contribution financière de certaines MRC a déjà été confirmée.</p> <p><u>Leadership</u> : <u>Élus municipaux de 4 MRC, prévision d'inclure d'autres partenaires régionaux dans la gouvernance.</u></p>		<p>Concertation Horizon : Mise en place d'une concertation régionale intégrée en DS et réussite éducative, portée par les MRC et intégrant l'ensemble des partenaires sectoriels ainsi que les ATI locaux. Cadre de référence et planification actuellement en élaboration, présentation de la mission et des mandats de cette concertation en cours.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Enjeu</u> : Découpage administratif remis en question par le projet de loi 28 et phase d'approvisionnement en cours au sein de la démarche.</p>		<p>La table des partenaires Concertation Horizon poursuit ses travaux : mobilisation et concertation des acteurs-clés régionaux et territoriaux en développement social et réussite éducative, afin de développer une vision commune et partagée des défis et des enjeux dans le but de répondre aux besoins des communautés. Concertation Horizon est actuellement à pied d'œuvre pour réaliser son plan d'action 2017.</p> <p>Sous la supervision d'un comité directeur, la concertation régionale est soutenue financièrement par 4 MRC, des commissions scolaires ainsi que par un financement provenant de la FLAC. Bénéficiant pour une deuxième année du financement de la FLAC (phase de dialogue et de co-construction), la table des partenaires a été en mesure de poursuivre ses activités. Chaque MRC détient une politique en DS et un plan d'action en DS et réussite éducative. Concertation Horizon a basé ses orientations sur les éléments fédérateurs aux 4 MRC (éducation, logement, santé et sécurité alimentaire, réduction des inégalités sociales, accessibilité des services, renforcement de l'action collective et transport). Forte de ses représentations, la région reconnaît la démarche de développement social, mais l'officialisation de cette dernière reste à venir.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Historiquement intégrée à la démarche régionale de DS.</p> <p><u>Situation financière</u> : EN VOIE DE CONSOLIDATION, diversification des bailleurs de fonds : CISSS (prêt d'une ressource), MRC, CS, FLAC. Nouvelle entente en négociation.</p>	

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵	
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)	

16 – Agglomération de Longueuil	<p>Comité pour la solidarité et l'inclusion sociale dans l'agglomération de Longueuil (COSISAL) : Mis sur pied dans le cadre du PARSIS, comité intersectoriel et interterritorial ayant pour mandat d'identifier les priorités de DS et de mettre en œuvre le plan d'action du PARSIS.</p> <p><u>Leadership</u> : CRÉ</p>	<p>L'agglomération de Longueuil exerçant les compétences de MRC, le défi de reconnaissance du palier régional n'est pas un enjeu. Les élus ont annoncé la mise sur pied d'une nouvelle instance de développement socioéconomique qui inclurait le DS et permettrait une certaine intégration territoriale, notamment avec l'IRC en réussite éducative.</p> <p><u>Leadership</u> : Élus municipaux</p>	N/D	<p>Depuis avril 2016, l'agglomération de Longueuil assume de nouvelles responsabilités en matière de développement régional et local. C'est la Ville de Longueuil qui exerce la compétence d'agglomération, laquelle a confié à son service de l'habitation et du développement des collectivités, rattaché à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme, le mandat de coordonner la mise en œuvre de programmes gouvernementaux en matière de développement socio-économique et de gérer certaines ententes sectorielles pour le territoire de l'agglomération de Longueuil depuis la fermeture de la CRÉ.</p> <p>C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail a été formé pour guider la mise en place d'une démarche de concertation régionale en développement des collectivités. Il est composé des cinq villes de l'agglomération, de la DSP, des deux CISSS, de la CDC, du Pôle d'économie sociale, de la CS, d'EQ et des différentes tables de concertations locales. L'objectif du groupe de travail : dégager une vision partagée du développement social faisant consensus auprès des principaux acteurs de son territoire. Il devra déposer à l'agglomération une proposition d'un cadre de soutien à court et moyen termes (2017-2019), ainsi que des scénarios potentiels d'un modèle de concertation en développement social en décembre 2017. On vise la mise en place de ce futur modèle de concertation, ainsi que sa reconnaissance officielle par l'agglomération de Longueuil au début de l'année 2018.</p> <p><u>Leadership</u> : Inchangé</p> <p><u>Réussite éducative</u> : Intégrée à la démarche régionale en développement des collectivités et leadership assumé conjointement entre l'agglomération de Longueuil et la Commission scolaire Marie-Victorin.</p> <p><u>Situation financière</u> : À CONSOLIDER, le soutien financier prendra fin en décembre 2017, incertain au-delà.</p>
---------------------------------	---	---	-----	---

RÉGION	ÉTAT DE SITUATION AVANT L'ABOLITION DES CRÉ ¹²		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – DÉCEMBRE 2015 ³		DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2016 ⁴	DÉMARCHES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL – MAI 2017 ⁵		
	Autonome/partagé (9)	Assumé par la CRÉ (11)	Présage de continuité de la démarche (8)	Démarche en réflexion (11)		Stable et intégrée à la réussite éducative (1 démarche)	En voie de consolidation, la majorité ayant un soutien de la FLAC pour une année de dialogue (4 démarches)	Grande précarité financière, pérennisation incertaine (7 démarches)
						Autre configuration (4 démarches)		
17 – Centre-du-Québec	<p>Comité régional en développement social (CRDS) : Mis sur pied en 2001 puis élargi en 2003, vise le soutien auprès des actrices et acteurs du DS au plan de la connaissance et de l'action.</p> <p><u>Leadership partagé : CRÉ fiduciaire, mais présence d'un comité de gestion formé de divers partenaires représentatifs.</u></p>		<p>Réorganisation du CRDS. Centraide est le nouveau fiduciaire et porteur de la démarche de mobilisation en cours. Une ressource a été embauchée afin de définir, avec les partenaires, la structure de concertation souhaitée, d'établir un plan de mise en œuvre de la démarche, d'harmoniser les plans d'action locaux et régionaux, de redéfinir le mode de fonctionnement et de travailler avec les bailleurs de fonds potentiels pour permettre une continuité des actions.</p> <p><u>Leadership : Centraide (fiduciaire) et quelques autres partenaires</u></p>		<p>Au plan régional : rencontres des partenaires régionaux (QEF, TRAACQ, AE, TRECQ) pour un continuum dans les interventions à venir, phase de renouvellement de la gouvernance au CRDS, partenariat et signature d'une Entente de partenariat avec les MRC, le CIUSSS, Centraide, MAMOT. Signature d'une entente avec la FLAC.</p> <p>Au niveau local : état de situation des mobilisations locales en DS en cours et mobilisation des partenaires concernés.</p> <p><u>Leadership : Gouvernance du CRDS en transition.</u></p> <p><u>Enjeu :</u> Défis de mobilisation dans contexte de grandes transformations. Enjeux diversifiés sur le territoire.</p>		<p>Le Comité régional en développement social tend à être de plus en plus reconnu par les différentes MRC et les concertations locales. Certains acteurs souhaitent de plus en plus faire appel au soutien du palier d'action régional. De même, les MRC font preuve de considération pour le travail effectué au régional mais attendent davantage de retombées concrètes au niveau local. Des ancrages locaux se développent dans les territoires en étant dépourvus.</p> <p><u>Leadership :</u> Comité directeur du CRDS : 5 directeurs généraux des MRC, MAMOT, Centraide, CIUSSS M-CQ</p> <p><u>Réussite éducative :</u> Des liens sont tissés avec la Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec mais pas encore en mesure de s'associer de près à une démarche. Les contacts sont réguliers avec eux pour voir où chacun en est rendu.</p> <p><u>Situation financière :</u> EN VOIE DE CONSOLIDATION, soutien 2016 de la FLAC terminé, mais soutien confirmé de Centraide et du CIUSSS pour les trois prochaines années. Il reste des éléments à attacher avec les MRC pour qu'ils signent l'entente sur trois ans. En attente des orientations du FARR qui risquent d'être axées vers le financement de projets (et non de soutien à l'organisation) en co-construction avec la Table des préfets, et non par appel de projets.</p>	